

La pandémie extractiviste

Javier Marín Rodríguez

Number 810, September–October 2020

À la défense de l'Amazonie et de ses peuples

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/93987ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marín Rodríguez, J. (2020). La pandémie extractiviste. *Relations*, (810), 22–25.

LA PANDÉMIE EXTRACTIVISTE

Les pays du bassin amazonien sont en proie à une fièvre extractiviste qui cause déforestation et bouleversements socio-écologiques majeurs. Mue par la logique capitaliste, cette pandémie pourrait à terme transformer cette vaste région en désert, au rythme où vont les choses.

Javier Marín Rodríguez*

L'auteur est membre de l'association Minga pour la promotion sociale alternative, en Colombie

Au cours des mois d'août et de septembre 2019, les incendies dévastateurs qui ont consumé de vastes zones de la forêt amazonienne ont ému le monde entier. Selon divers centres de recherche, quelque 2,7 millions d'hectares de couverture végétale ont été perdus, principalement au Brésil et en Bolivie – une surface équivalente à la moitié de la Nouvelle-Écosse.

Ces mégafeux, de plus en plus fréquents, n'ont rien à voir avec les incendies qui participent au renouvellement naturel de la masse végétale. Ils sont dus principalement à des facteurs climatiques et humains, à savoir le réchauffement climatique planétaire et la déforestation. On se trouve face à un cercle vicieux : d'une part, les incendies accélèrent le réchauffement climatique en émettant une grande quantité de CO₂ et en détruisant la couche végétale capable de l'absorber ; d'autre part, la hausse de la température favorise les périodes de sécheresse plus graves, propices aux incendies.

Mais les perturbations les plus néfastes pour les territoires amazoniens restent celles causées par les actions humaines directes. En effet, l'ensemble du biome de l'Amazonie a été modifié depuis un demi-siècle par des modèles de société qui ont rompu avec les formes naturelles de vie et de coexistence entre la nature et l'humain, développées depuis des milliers d'années par les peuples indigènes, en particulier. D'autres populations ayant des cosmovisions similaires sont aussi arrivées en Amazonie après avoir été expulsées de leur territoire d'origine par l'exclusion sociale et les guerres civiles : paysans, afro-descendants, pêcheurs et riverains (*riberaños*). Au fil du temps, ces populations ont développé des connaissances sur la dynamique spécifique des écosystèmes et établi des relations communautaires et territoriales harmonieuses avec la nature amazonienne – le territoire constituant le fondement matériel et spirituel de leurs cultures.

Or, la dynamique économique propre au système capitaliste, basée sur l'accumulation et la concentration de la richesse, est totalement indifférente au tissu historique et culturel de ces territoires. C'est ainsi qu'au nom du « progrès » ou du « développement », le mercantilisme capitaliste s'est approprié ces terres soi-disant vides et inhabitées pour en spolier les ressources et les piller à sa guise. Aujourd'hui, une grande partie de l'humanité a pris conscience de l'in-

compatibilité de ce modèle économique et sociétal avec la vie et dénonce la voracité du capital comme étant responsable de cet écocide qui, dans le cas de l'Amazonie, implique aussi un ethnocide.

Les acteurs de la déforestation

Il faut comprendre qu'en Amazonie, le cycle de l'eau est un événement proprement fantastique : 20 milliards de tonnes d'eau sont transpirées par le feuillage de la forêt, provoquant des pluies constantes que le fleuve Amazone et ses affluents recueillent et drainent jusqu'à l'océan au rythme de 17 milliards de tonnes d'eau par jour. Si ce phénomène n'était plus possible en raison de la déforestation et de la réduction du débit des bassins versants andins, tous ces vastes territoires, à la biodiversité exceptionnelle, pourraient devenir un désert¹.

Or, en ce qui concerne la déforestation, les niveaux supportés actuellement par l'Amazonie la placent à la limite de la soutenabilité. Selon les données d'International Conservation, les zones où la couverture végétale est gravement dégradée ou détruite représentent 13 % de la superficie de l'Amazonie ; la zone à risque où il est encore possible de maintenir cette couverture, 56 % ; et les zones qui conservent intacte la biodiversité amazonienne, 31 %.

Une des premières ressources à avoir été exploitées en Amazonie, après le caoutchouc, a été le bois. Bien qu'elle soit présente à divers degrés sur l'ensemble du territoire amazonien, c'est au Brésil que l'industrie forestière est la plus développée, en particulier dans l'État du Pará, qui était, en 2019, la région la plus exportatrice : 54 000 mètres cubes de bois ont été envoyés vers l'Europe et les États-Unis en cette seule année. Selon les données gouvernementales, 40 % de la déforestation brésilienne a lieu dans cet État, au rythme de 3,8 km² par an.

Mais les secteurs qui sont le plus directement associés à la déforestation et aux feux de forêt en Amazonie sont ceux de l'agro-industrie et de l'élevage. C'est ce que certains chercheurs appellent le « néo-extractivisme ». Les immenses élevages de bétail et les cultures de soja, de palmiers à huile, de maïs, d'eucalyptus et d'autres essences d'arbres cultivées pour leur bois, pèsent lourd sur la forêt, l'eau, les sols et la santé des populations, d'autant que ces cultures reposent sur l'usage intensif de produits agrochimiques, en particulier dans le cas des cultures transgéniques.

En 2011, les terres agricoles occupaient 9,5 millions d'hectares en Amazonie, dont plus des deux tiers étaient



Construction de la Transamazonienne entre le Pérou et le Brésil, juin 2012. Photo : Marie-Josée Béliveau

consacrés à la production de soja, notamment en Bolivie et au Brésil. Ce dernier est le deuxième producteur mondial de soja après les États-Unis, avec une surface cultivée de 24 millions d'hectares. Et comme la culture du soja est en croissance, elle tend à occuper de plus en plus l'espace des pâturages, poussant l'élevage à empiéter sur les territoires amazoniens.

Le modèle d'élevage intensif tourné vers l'exportation est présent dans les neuf pays du bassin amazonien, qui fournissent 25 % de l'alimentation mondiale en protéines animales. Les grands propriétaires terriens et éleveurs y sont puissants et capables d'influencer les politiques en leur faveur. Environ 20 % des exportations mondiales proviennent uniquement du Brésil, dont l'agro-industrie est dominée par la société JBS-Fribay, plusieurs fois poursuivie en justice pour avoir acheté du bétail élevé sur des terres illégales. Soulignons que l'élevage bovin émet autant de gaz à effet de serre que le secteur du transport à l'échelle mondiale, selon la FAO. D'autres études signalent aussi les risques d'épuisement des sols et des sources d'eau liés à cette industrie hydriovore : la production d'un kilo de viande rouge requiert près de 15 000 litres d'eau.

Mines, pétrole, barrages : l'eau menacée

Ce n'est pas seulement l'industrie du bois, l'agrobusiness et l'élevage industriel qui menacent le sol et l'eau, mais aussi les industries minières et énergétiques, et ce, peut-être encore davantage. Les projets pétroliers sont principalement concentrés sur les contreforts andins et amazoniens, de la Bolivie jusqu'à la frontière entre la Colombie et le Venezuela et sur les côtes des Guyanes et du Suriname. La majorité des versants amazoniens de la cordillère des Andes, où prennent leur source les affluents de l'Amazone, sont touchés par

l'industrie pétrolière qui s'approprie, contamine et épuise les sources d'eau de ces territoires. Selon le Réseau amazonien d'information socio-environnementale géoréférencée, environ 6 millions d'hectares d'aires naturelles protégées et 21 millions d'hectares de territoires indigènes sont touchés ou convoités par l'exploitation pétrolière en Amazonie.

Le même problème se pose, avec plus d'acuité encore, avec les projets miniers réalisés principalement dans les pays andins comme la Bolivie, le Pérou, l'Équateur et la Colombie, de même qu'au Venezuela et dans les Guyanes et le Suriname. L'économie de ces pays est grandement dépendante de l'exploitation minière et énergétique, réalisée principalement par des sociétés transnationales, dont plusieurs

sont liées à des intérêts canadiens ou basées au Canada. C'est la raison pour laquelle, depuis des décennies, leur modèle de développement est qualifié d'extractiviste. Le type d'exploitation minière qui y est mis en œuvre – la mine à ciel ouvert – a de très graves conséquences environnementales, sociales et culturelles. Il requiert l'ouverture d'immenses cratères au moyen d'explosifs, le détournement de grandes quantités d'eau ainsi que l'utilisation de solvants pour séparer les minéraux métalliques des roches – solvants composés de produits chimiques hautement toxiques tels que le mercure et le cyanure. Les digues de rétention servant à contenir les déchets miniers posent de nombreux risques, comme l'a montré le déversement de 60 millions de mètres cube de déchets de minerai de fer qui a emporté le village de Mariana, au Brésil, en 2015. La rupture de la digue avait causé la mort de 19 personnes, le déplacement de 600 familles et la contamination des voies navigables sur 620 kilomètres.

Une autre forme d'exploitation minière présente en Amazonie doit aussi attirer notre attention : l'orpaillage, qui utilise de grandes quantités de mercure et des systèmes de dragage du lit des rivières. Des milliers de points d'eau du bassin amazonien, principalement dans la région de Madre de Dios à la frontière entre le Pérou et le Brésil, subissent une dégradation causée par l'exploitation de l'or alluvial. Ce type d'exploitation minière qu'aucune réglementation étatique n'encadre est, par le fait même, illégal ; le contrôle des dégâts environnementaux et sociaux se fait de manière informelle par les communautés.

Une autre menace majeure pour l'hydrographie du bassin amazonien est la construction de barrages. En 2017, le magazine *Nature* évoquait la construction de 428 nouvelles centrales hydroélectriques dans le bassin amazonien, triplant les 140 déjà existantes. En outre, les barrages sur

des contreforts des Andes, en plus du niveau élevé de déforestation qu'ils causent, bloquent la connectivité entre les versants et les plaines, altérant ainsi l'hydrodynamie naturelle des rivières (le rythme, la température et le flux des minéraux des roches de montagne), affectant toute la biodiversité aquatique.

Les infrastructures de la dépossession

Au tournant du siècle, dans la foulée des discussions sur la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), les institutions financières internationales comme la Banque interaméricaine de développement ont planifié ce qu'elles appelaient « l'intégration physique » du continent. Il s'agissait notamment de construire toute une trame d'infrastructures pour relier les côtes atlantique et pacifique en passant par l'Amazonie, en l'arrimant aux marchés internationaux. Bien que la ZLÉA n'ait pas été mise en œuvre, le plan appelé Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine, approuvé par les gouvernements de la région au début des années 2000, poursuit la même logique de mondialisation des marchés transnationaux autour des transports, de l'énergie et des communications².

En général, une bonne partie des 168 projets proposés à l'époque ont été réalisés et ceux qui ont le plus progressé concernent les routes, l'hydroélectricité et les voies navigables situées à des endroits clés. C'est le cas des travaux de navi-

gation fluviale à la frontière Pérou-Bolivie-Brésil, qui empruntent les rivières Madre de Dios, Beni, Mamoré, Madeira, puis le fleuve Amazone, pour continuer le long du rio Negro jusqu'à l'Orénoque. Ils relient ainsi les ports de la Bolivie et du Pérou, côté Pacifique, à ceux de Belém, au Brésil, et de Ciudad Guyana, au Venezuela, côté Atlantique, dans un couloir dont les ressources minières, énergétiques, agro-industrielles, touristiques et biologiques ont déjà été inventoriées. Les projets comprennent également la construction de routes, du gazoduc de Camisea et du complexe hydro-électrique sur la rivière Madeira, comprenant aussi des écluses pour permettre le transport fluvial.

Ces dernières années, à la faveur d'une nouvelle offensive néolibérale menée par les États-Unis de Donald Trump pour rétablir leur hégémonie dans leur ancienne « arrière-cour », on observe un regain de la volonté du capital transnational d'appuyer des régimes autoritaires qui adaptent de manière arbitraire les lois à leurs intérêts, radicalisent les idées racistes, sexistes, homophobes et xénophobes, stigmatisent les leaders communautaires et criminalisent la contestation sociale en usant de la violence militaire et paramilitaire. En Colombie, par exemple, le gouvernement d'Iván Duque a récemment intégré les politiques de conservation de la nature dans le cadre de la politique de sécurité et de défense, ce qui lui permet de gérer militairement les conflits environnementaux. Ainsi,

RÉSISTANCES AMAZONIENNES

Camilo Chica*

L'auteur, journaliste, chercheur et réalisateur audiovisuel, est membre entre autres du Foro Social Panamazónico et de l'Agence de nouvelles Colombia Informa

Au XX^e siècle, l'extractivisme mondial s'est tourné vers les ressources de l'Amazonie, devenue la cible de projets d'extraction de toutes sortes. Alors qu'on n'y convoitait autrefois que le caoutchouc, ce sont maintenant le bois, le pétrole, le coltan, l'or et les terres pour le pâturage et la monoculture qui attirent les industries.

Ces offensives menées contre l'une des régions les plus riches du monde en diversité biologique et culturelle, où vivent des populations encore nomades et sans contact avec la civilisation occidentale, ont activé un front de résistance qui mobilise tant ses habitants d'origine que ceux arrivés plus récemment. L'un des premiers exemples est celui des femmes des peuples Uitoto, Okaina, Muinane et Bora vivant dans la région amazonienne de la Chorrera, à la confluence des frontières brésilienne, colombienne et péruvienne, dans le bassin de la rivière Igara Paraná. Elles résistèrent avec détermination aux assauts de la société anglo-péruvienne Casa Arana, venue pour s'emparer de l'or blanc : le caoutchouc,

tiré de la sève de l'*hevea brasiliensis*. Devant les menaces de génocide et d'asservissement qui pesaient sur leurs peuples, ces femmes ont développé des stratégies de survie et de résistance. La juriste et leader autochtone Fany Kuiru écrit à ce propos : « Chez les femmes Uitoto, l'utilisation de leur langue maternelle et de ses variations dialectales telles que Minika, Binika, Bue, Nipode et Mika pour communiquer entre elles et avec leurs enfants, leur permettait de maintenir le dialogue et de planifier des stratégies d'évasion, de ne pas respecter les quotas de caoutchouc, de cultiver la nuit – les guérisons par la parole faisaient partie de leur quotidien. Tout cela peut être compris comme "le discours clandestin de l'indignation" qui a été élaboré en réponse à toutes les formes d'humiliation utilisées par les employés de la Casa Arana¹. »

Ces formes de résistance des peuples originaires, fondées sur la survie face à l'élimination physique et morale, se sont répandues dans toute la région, leur permettant ainsi de survivre à leur extermination systématique. Mais l'extractivisme venait rarement seul ; il s'accompagnait le plus souvent de missions d'évangélisation et de colonisation, d'accaparement de terres, de racisme et de maladies de toutes sortes. Face à tout cela, les membres de ces peuples amazoniens ont dû renforcer leur leadership en tant qu'habitants historiques et mettre sur pied diverses formes d'organisation pour ne pas disparaître.

le gouvernement a pu mener l'opération Artemisa contre les communautés paysannes dans les zones de réserves naturelles des départements du Caquetá, du Meta et du Guaviare, où sont prévus des projets pétroliers, touristiques et agricoles. Au Brésil, surtout depuis l'arrivée du gouvernement de Bolsonaro, les normes de protection des zones naturelles et des territoires des peuples indigènes ont été modifiées pour promouvoir des projets de développement économique, y compris dans la vallée de Javari où vit le plus grand nombre de peuples en isolement volontaire ou non contactés³.

En temps de pandémie, les gouvernements et les entreprises ont profité des mesures d'urgence sanitaire pour accélérer la marchandisation de l'Amazonie, imposant des politiques que les mobilisations de mouvements sociaux – souvent dans les rues – avaient réussi à suspendre ou à freiner.

Fausses solutions

Les organisations sociales qui, de l'intérieur et de l'extérieur de l'Amazonie, se mobilisent pour sa protection et sa défense, ont également soulevé des critiques sur ce qu'elles appellent les «fausses solutions». Parmi celles-ci : l'économie verte, notamment les paiements pour les «services environnementaux» (programmes de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), le fait de considérer les centrales hydroélectriques comme une

énergie propre ou de croire qu'une transition énergétique est possible dans le cadre du marché mondialisé, ou encore d'avancer un concept aussi antinomique que celui d'«exploitation minière responsable». Les mouvements sociaux ont aussi exprimé leur rejet catégorique de toute restriction à la participation démocratique nécessaire aux décisions concernant les territoires et les communautés de la région.

Ainsi, en Amazonie, tout indique que les feux de forêt sont encore plus graves cette année. Comment s'en étonner alors que les États de la région tentent de résoudre les problèmes liés à l'extractivisme néolibéral par des solutions qui reposent sur davantage d'extractivisme, ce qui revient à tenter d'éteindre le feu avec du feu? 🔥

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet avec la collaboration d'Emiliano Arpin-Simonetti.

1. Voir Sebastian Ospitia, «*La ganadería nos va a dejar sin Amazonas*», ANeIA – Universidad de los Andes, 23 juin 2017 [en ligne].

2. Voir le documentaire IIRSA, *la infraestructura de la devastación*, 2016, disponible sur YouTube.

3. Voir Laurent Delcourt, «Les dessous de l'incendie: la politique amazonienne de Jair Bolsonaro», CETRI, 25 juin 2020 [en ligne].

Cela n'a pas été facile, car leur objectif est de protéger la forêt de manière pacifique contre des incursions généralement violentes. Tant les gouvernements que les entreprises font usage des forces armées ou de milices en vue de mater toute forme d'opposition à leurs projets, sans parler, dans le cas de la Colombie, des guérillas et groupes paramilitaires qui ont envahi la forêt pour y établir leurs repères et leurs arrière-gardes.

Luttes sur tous les fronts

Les peuples amazoniens se sont donc réunis pour élaborer collectivement des formes de résistance et mettre au point des politiques, des programmes et des plans d'action capables de contrecarrer l'assaut des accapareurs et exploiters du territoire. Organisations non gouvernementales, *mingas* (travaux collectifs pour le bien commun), rencontres, forums, congrès, séminaires, etc. se sont multipliés au cours des dernières décennies, en vue de construire des voies alternatives au capitalisme et d'organiser la résistance. Parallèlement, de nombreux habitants (indigènes et paysans) ont décidé de faire des études, choisissant des professions qui leur permettent de soutenir les luttes de leurs communautés.

Le premier congrès des organisations indigènes du bassin amazonien a eu lieu à Lima, au Pérou, en 1984. Il a réuni entre autres l'Association interethnique pour le développement de la forêt amazonienne péruvienne, la Confédération



Colibri, Altamira, Brésil, mars 2018. Photo : Marie-Josée Béliveau

des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne, la Confédération des peuples indigènes de Bolivie, l'Organisation indigène nationale de Colombie et l'Union des nations indigènes du Brésil. Au terme de ce congrès, la Coordination des organisations indigènes du bassin de l'Amazone (COICA) a été fondée, avec pour principal objectif de mettre en place des programmes de protection de l'Amazonie, en considérant le territoire comme partie intégrante de la nature et de l'univers. Au fil du temps, elle est devenue la plus grande organisation indigène de l'Amazonie. Cela a incité de nombreuses populations indigènes à devenir plus fortes